

Beaurains, le 8 décembre 2022

**Mesdames et Messieurs les
Membres du Conseil Municipal**

N° 05/22
PA/LF/MD

CONVOCATION

Cher(e) Collègue,

Je vous convie à participer à la séance du **CONSEIL MUNICIPAL** qui se tiendra le :

MERCREDI 14 DÉCEMBRE 2022 à 19 h 00

En Mairie – salle du conseil municipal

dont vous trouverez l'ordre du jour ci-annexé.

Veuillez croire, **Cher(e) Collègue**, en l'assurance de mes sentiments distingués.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



P.S. : Vous trouverez ci-joint un exemplaire du pouvoir à compléter en cas d'absence ou d'indisponibilité à retourner :
m.delmotte@mairie-beaurains.fr

ORDRE DU JOUR

Rapporteur : Pierre ANSART

1. Attribution médaille de la ville
2. Ressources Humaines - Modification du tableau des effectifs
3. Ressources Humaines - Prestation de service Animation Globale et de Coordination (AGC) et Animation Collective Famille (ACF) – modification des ETP dédiés
4. Ressources Humaines - Modification de la délibération en date du 15 décembre 2021 IFSE : Modification d'une modalité d'attribution
5. Ressources Humaines - Participation à la prévoyance – Volet santé - indice médian et revalorisation de la participation communale
6. Vie communale – Dérogation au repos au repos dominical pour l'année 2023
7. Visite classe de neige 2023
8. Rétrocession d'équipements à vocation publics

Rapporteur : Jean-Louis PETIT

9. PS#5 – Délibération - cadre sur la durée d'agrément du projet social #5 – 2022-2025
10. Adhésion au dispositif PASS JEUNES
11. Prise en charge des formations BAFA/BAFD 2023
12. Bourse au permis de conduire 2023
13. Coopération intercommunale ACM Mercatel-Beaurains – Mise en place d'une convention

Rapporteur : Anne WALLET

14. Remboursement prestation cours de danse saison 2021-2022

Rapporteur : Eric VENEL

15. Plan Climat Air Énergie Territorial – Avis du conseil

Rapporteur : Cédric DUPOND

16. Finances – Mobilisation du fond DATL 2023
17. Finances – Réhabilitation de bâtiments publics – Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre et de la recherche des cofinancements
18. Finances – Amortissements M57
19. Finances – Renouvellement de la ligne de trésorerie crédit agricole exercice 2023
20. Finances - Travaux de régie année 2022
21. Finances – Budget Boréal Parc – décision modificative N°1
22. Finances – Vidéoprotection – Projet d'extension
23. Finances - Autorisation d'exécution partielle des nouvelles dépenses d'investissement 2023 avant le vote du budget 2023
24. Finances - Attribution marché assurances
25. Finances – Acquisition d'un bien à l'euro symbolique - parcelles AM170P1, AM171P1 et AM170P3 Friche TRINDEL
26. Finances – Vérification périodique de sécurité des installations d'appareil de cuisson dans les différents bâtiments de la commune
27. Finances – Vérification périodique des extincteurs pour une durée de 3 ans par la société FIREL
28. Finances – Vérification périodique des installations électriques des bâtiments communaux pour une durée de 3 ans avec la société SOCOTEC
29. Finances – Vérification périodique des installations gaz – Centre Social Municipal et Maison Coluche pour une durée de 3 ans avec la société SOCOTEC
30. Finances – Contrat de maintenance OTIS – Ascenseur
31. Finances – Service de maintenance connecté complément du contrat maintenance OTIS – Ascenseur
32. Finances – Contrat de maintenance du désenfumage – Jules Verne et Centre Multisports

- 33. Finances – Contrôle des installations sportives en hauteur pour une durée de 3 ans avec la société SOLEUS
- 34. Finances – Vérification périodique : Paratonnerre de l'église
- 35. Finances – Adhésion au groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés

Divers

QD1 : Subvention de solidarité à la commune de Bihucourt dévastée par une tornade



Ville de Beaurains

Convocation du conseil municipal pour le mercredi 14 décembre 2022 à 19h00, en salle du Conseil, Mairie de Beaurains.

L'an deux mil vingt-deux, le quatorze décembre, le conseil municipal s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur ANSART Pierre, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 19

MM. ANSART – DUPOND – HARMEGNIES – HURET – IBISEVIC – MOUTON - SCOAZEC – SIMON – VENEL- VEZILIER (arrivé à 19h30) - EVRARD – Mmes BENOIT – BETREMIEUX - DUTERIEZ – LE GARDIEN – LETUPPE – TENAGLIA – WALLET - LANCE

Excusés : 7

M. BERGOGNON pouvoir à M. ANSART ; Mme FRUCHART pouvoir à Mme LETUPPE ; M. GACI pouvoir à Mme WALLET ; M. RENARD pouvoir à M. EVRARD ; Mme TOURNEMAINE pouvoir à M. DUPOND ; Mme SEGUELA/VICARI pouvoir à M. VENEL ; Mme CAPET pouvoir à Mme LANCE ; M. PETIT pouvoir à M. SIMON ; Mme GALLET pouvoir à Mme BENOIT ; M. VEZILIER pouvoir à M. IBISEVIC (arrivé à 19h30)

Absent : 1

- Mme DERAEEVE

Pierre ANSART :

Avant de démarrer l'étude des rapports, vous avez une question diverse qui concerne une proposition de subvention pour la commune de Bihucourt dont vous connaissez les difficultés après la catastrophe naturelle qui s'est abattue ainsi que sur les communes voisines. Acceptez-vous cette question diverse ? Merci donc on l'évoquera tout à l'heure. Les personnes qui ont un pouvoir doivent signer également sur le nom de la personne. Sylvie doit signer devant le nom de Madame FRUCHART et devant son nom. On fait passer la liste et vous complétez.

Secrétaire de séance : Mme BETREMIEUX

Début de la séance : 19h05

Pierre ANSART :

1. Attribution médaille de la ville

Monsieur ANSART expose :

Par délibération du 29 juin 2006, vous avez autorisé la remise, aux personnes qui œuvrent ou ont œuvré pour le bien de notre cité, la médaille de la ville.

Madame ANSART Pascale

A fait valoir ses droits à la retraite après avoir exercé pendant 45 ans son activité d'agent administratif au sein de la Mairie de Beaurains.

Je vous propose de lui remettre la médaille d'or de la ville.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Carine CAPET :

Cette médaille d'or est ouverte à tous les agents de la commune ?

Pierre ANSART :

Oui, tous les agents qui ont autant d'années d'activité à condition qu'ils acceptent. Généralement, on le propose aux agents mais certains n'en veulent pas.

Carine CAPET :

C'est la commune qui propose aux agents.

Pierre ANSART :

Oui. Je rappelle que les agents ont le droit à la médaille du travail mais là il s'agit de la médaille de la ville de Beaurains. À partir du moment où les agents ont fait une longue carrière sur la commune, il est proposé cette médaille qui est remise lors de la cérémonie des vœux du personnel au conseil municipal. On le fait pour les enseignants ou les personnes qui œuvrent pour la ville. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°1 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

2. Ressources humaines : modification du tableau des effectifs

Monsieur ANSART propose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-14 et L332-8, Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Je vous propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- Un poste de chargé de mission de projet de développement territorial à temps complet.

Sous la direction du Directeur Général des Services, le chargé de mission de projet de développement territorial a pour rôle de participer à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la collectivité sur tout ce qui relève du développement et de la redynamisation du territoire. Sur un mode partenarial et selon plusieurs thématiques d'intervention possibles, il a également en charge l'animation du pilotage, la contractualisation des projets et la participation à l'évolution des politiques publiques.

- Un poste de chargé des relations avec les citoyens et les associations à temps complet.

Dans le cadre du développement et de la mise en œuvre de la politique municipale basée sur une démocratie participative efficace, les relations avec les habitants citoyens comme avec le tissu associatif doivent être organisées, développées et coordonnées.

De ce fait, sous l'autorité du Directeur Général des Services et en collaboration étroite avec les autres responsables des différents services, le chargé des relations avec les citoyens et les associations devra assurer l'animation, la coordination, la gestion administrative et la communication des moyens mis en œuvre pour assurer l'efficacité de cette politique volontariste de l'équipe municipale.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par des contractuels relevant de la catégorie B, ou A dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n°

Le contrat 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Les crédits correspondants seront inscrits aux budget 2023 et suivants.

Pierre ANSART :

Il est proposé de créer deux postes à temps complet : un poste de chargé de mission de développement territorial et un poste de chargé des relations avec la population et les associations. Vous avez dans la délibération les explications sur ces postes. Il s'agit de personnel qui change de missions dans le cadre du PS#5 du centre social ; Charles CAILLIAU et Cédric DEROY partent sur de nouvelles missions. Y a-t-il des questions ?

Michel EVRARD :

Donc cela signifie qu'il y a déjà quelqu'un qui est chargé de mission développement territorial alors. On crée vraiment un poste.

Pierre ANSART :

On ne recrutera pas de nouvelle personne.

Michel EVRARD :

Pour Cédric, son poste de chef de pôle éducation, qui va le reprendre ?

Pierre ANSART :

Quelqu'un en interne va reprendre le poste de Cédric et qui est déjà au centre social. C'est Alice DELATTRE qui va reprendre le poste et les missions de Cédric. C'est une réorganisation des services à moyen constant au niveau des ressources humaines.

Michel EVRARD :

Comme le 2^{ème} poste chargé des relations avec la population et les associations à temps complet. Il y avait déjà Audrey LESAGE qui s'occupait des associations.

Pierre ANSART :

Ce n'est pas les mêmes missions. Audrey LESAGE est agent administratif avec une tâche auprès des associations. Le poste de Cédric c'est pour développer le lien avec le citoyen et le monde associatif.

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°2 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS

3. Prestation de service Animation Globale et de Coordination (AGC) et Animation Collective Famille (ACF) – modification des ETP dédiés

Monsieur ANSART expose :

La ville de Beaurains s'est engagée depuis de nombreuses années dans le développement des politiques en soutien des familles. La commune propose aujourd'hui un large spectre de ressources aux Beaurinois et plus largement aux habitants du secteur sud communautaire.

Notre développement s'est accompagné en 2008 par la création d'un Centre Social Municipal labellisé CAF qui porte aujourd'hui notre projet social de développement. Dans le cadre de cet agrément, la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais finance deux prestations de service : la prestation de direction (AGC) et la prestation liée au projet famille (ACF). La ville s'engage à désigner des ressources dédiées à hauteur d'un équivalent temps plein (ETP) par prestation en retour.

Depuis sa création nous n'avons eu de cesse de renforcer, structurer, développer cet espace et son offre pour atteindre sur le récent projet social un équilibre entre les services aux familles et l'ambition de développement social participatif propre aux centres sociaux.

Ce développement requiert une réorganisation interne entamée dès 2017 par les instances de gouvernance et de participation au projet et qui se poursuit aujourd'hui par l'équipe professionnelle.

En effet, nous modifions comme suit l'organigramme du centre social :

OBJET	Actuel	Prévision
ETP direction, coordination AGC	Charles CAILLIAU	Aurore LEFÈVRE – DESJEPS
ETP ACF	Aurore LEFÈVRE (80%)	Ingrid FEVIN

Cette proposition deviendra effective au 1^{er} janvier 2023.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à :

- Officialiser auprès de la CAF ces modifications ;
- Intégrer ces modifications dans les documents administratifs bipartites qui régissent ces prestations.

Pierre ANSART :

C'est lié à la délibération précédente. Dans l'organisation précédente au centre social, au niveau de la CAF, nous avons 2 personnes qui étaient Charles et Aurore qui bénéficiaient de soutien de la part de la CAF concernant leurs missions et comme Charles s'en va c'est Aurore LEFEVRE qui le remplace et Ingrid FEVIN remplace Aurore. On est obligé de délibérer pour que la CAF sache maintenant quelles sont les personnes concernées par les aides apportées à la commune. Voilà le résumé rapide. C'est une délibération pour éclairer la CAF au niveau du nouvel organigramme du centre social pour obtenir les subventions. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°3 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

4. Ressources humaines : Modification de la délibération du 15 décembre 2021 IFSE : Modification d'une modalité d'attribution

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 88 et 111 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 susvisé de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2021 modifiée instaurant la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ;

Vu la nécessité de clarifier l'article A 5 de la délibération du 15 décembre 2021, concernant la suppression ou du maintien de l'IFSE pour les agents placés à temps partiel thérapeutique ;

Vu l'incohérence entre les alinéas 2 et 3 de l'article 5 de ladite délibération quant au calcul de l'IFSE pour les agents placés en temps partiel thérapeutique.

Considérant l'incompréhension de la lecture concernant les modalités d'attribution de l'IFSE lors de la position statutaire « temps partiel thérapeutique » qui :

- selon l'alinéa 2 de l'article 5, le régime indemnitaire suit la durée effective de travail ;
- selon l'alinéa 3 de l'article 5, le régime indemnitaire est maintenu intégralement.

Considérant qu'il convient de régulariser cette incohérence et d'expliciter clairement que le régime indemnitaire pour les agents placés en temps partiel thérapeutique suit la durée effective de service.

Monsieur ANSART propose :

- De modifier l'article A, de la délibération citée ci-dessus :

5) Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.)

Ancienne rédaction

Article 5 : Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :

En cas de congé maladie ordinaire, congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement indiciaire.

Pour les agents à temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire suit la durée de travail effective de service (question écrite QE AN n°14553 du 27/11/2018)

Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption, maladie professionnelle et accident de travail, l'I.F.S.E. sera maintenue intégralement ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique.

Nouvelle rédaction

Article 5 : Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :

En cas de congé maladie ordinaire, congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement indiciaire.

Pour les agents à temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire suit la durée de travail effective de service (question écrite QE AN n°14553 du 27/11/2018).

Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption, maladie professionnelle et accident de travail, l'I.F.S.E. sera maintenue intégralement ~~ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique.~~

Les autres articles de la délibération du 15 décembre 2021 demeurent inchangés.

La date d'effet : Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 14/12/2022

Je vous propose :

- D'approuver les mises à jour réglementaires à compter du 14/12/2022 ;
- De prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget 2022 et suivants.

Pierre ANSART :

On s'est rendu compte qu'il y avait une coquille au niveau d'une délibération. Pour éviter toute ambiguïté, nous proposons : l'ancienne écriture est la suivante : les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE. En cas de congé maladie ordinaire, congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, l'IFSE suivra le sort du traitement indiciaire. Pour les agents à temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire suit la durée de travail effective de service. Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption, maladie professionnelle et accident de travail, l'IFSE sera maintenue intégralement ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique. Dans cette rédaction, il y avait une irrégularité donc vous avez la nouvelle rédaction qui est proposée pour être dans la légalité : en cas de congé maladie ordinaire, congé longue maladie ou grave maladie, l'IFSE suivra le sort du traitement indiciaire. Il n'y a pas de changement. Pour les agents à temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire suit la durée de travail effective de service. Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption, maladie professionnelle et accident de travail, l'IFSE sera maintenue intégralement. Ce qui n'était pas légal c'était l'ajout de la phrase : ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique. Les textes disent qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique, ces dispositions ne peuvent pas s'appliquer. Les autres articles de la délibération demeurent inchangés. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°4 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

5. Ressources humaines : Participation à la prévoyance – Volet santé – Indice Médian et revalorisation de la participation communale

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 25 alinéa 6 ;

Vu le décret n°2011-1174 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais retenant l'offre présentée par VYV - MNT au titre de la convention de participation ;

Vu la délibération en date du 9 décembre 2020 portant sur la protection sociale complémentaire / volet santé ;

Considérant que la collectivité de BEAURAINS a adhéré à l'offre mutualisée par le biais d'une convention de participation pour le volet santé avec Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 6 décembre 2022.

Monsieur ANSART expose :

En date du 1^{er} janvier 2021, la municipalité a adhéré à l'offre mutualisée avec le Centre de Gestion sur la protection sociale volet santé.

Par délibération du 9 décembre 2020, la collectivité s'est engagée à revoir chaque année l'indice médian, cet indice médian servant de pivot déterminant le montant de la participation de la commune aux agents.

Cette année, l'indice médian est fixé à 460 (456 en 2022).

Pour l'année 2023, la municipalité propose, de nouveau, de revaloriser la participation de la commune et propose de la fixer à 30 € (28 € en 2022) pour les agents dont l'indice brut de rémunération est inférieur ou égal à 460 et à 19 € (17 € en 2022) pour les agents dont l'indice brut de rémunération est supérieur à 460.

Je vous propose pour l'année 2023 de fixer :

- L'indice médian à 460

- La participation employeur à :

30 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est inférieur ou égal à 460.

19 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est supérieur à 460.

Et de l'attribuer dans les mêmes conditions fixées par la délibération susvisée.

Pierre ANSART :

Cette délibération propose de recalculer comme chaque année, l'indice médian servant de pivot à l'attribution de la participation de la commune. Il passe de 456 à 460 pour cette année 2022. Il est proposé également de donner un coup de pouce financier à nos agents en passant la participation de la commune à 30 € (au lieu de 28 € - soit plus 2 € par mois) pour les agents dont l'indice est inférieur ou égal à l'indice médian et à 19 € (au lieu de 17 € plus 2 € par mois) pour les agents dont l'indice est supérieur à l'indice médian. Pour chacun des employés, il y a une majoration de 2 €. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°5 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

6. Vie communale – Dérogation au repos dominical pour l'année 2023

Monsieur ANSART expose :

La loi du 6 août 2015, Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « Loi Macron » a modifié le code du travail en ce qui concerne notamment, le pouvoir du Maire de supprimer le repos dominical des salariés. Cette dérogation municipale vise à permettre à une ou plusieurs catégories de commerces de détail d'exercer son activité le dimanche avec le concours de salariés à l'occasion :

- D'une fête locale
- D'une manifestation commerciale
- Des dimanches qui précèdent les fêtes de fin d'année
- Des périodes de soldes, etc...

La liste des dimanches limitée à 12 par an est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. La décision du Maire est prise après avis conforme de la Communauté Urbaine d'Arras au-delà de 5 dimanches.

Suite à la consultation des acteurs locaux le 21 novembre 2022, la liste des dérogations dominicales proposées s'établit comme suit pour l'année 2023 :

- Dimanches 8 janvier, 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 27 août, 3 septembre, 17 septembre, 15 octobre, 10 décembre, 17 décembre, 24 décembre et 31 décembre.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à ce calendrier de dérogation au repos dominical.

Pierre ANSART :

C'est une délibération que vous connaissez car tous les ans nous la prenons. Cette dérogation municipale vise à permettre à une ou plusieurs catégories de commerces à exercer son activité le dimanche à des occasions spécifiques. Suite à la consultation des acteurs locaux en date du 21 novembre 2022, qui ne rencontre pas un franc succès car peu de commerçants et chefs d'entreprise se déplacent pour cette réunion. Néanmoins, il y en a un ou deux présents. Il est proposé une liste des dérogations des repos dominicaux pour l'année 2023. Vous avez les dates : 8 janvier, 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 27 août, 3 septembre, 17 septembre, 15 octobre, 10 décembre, 17 décembre, 24 décembre et 31 décembre. Il est évident que comme chaque année, nous aurons d'autres demandes. Ces demandes seront traitées directement par le Préfet. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°6 ADOPTÉ AVEC 6 CONTRES 5 ABSTENTIONS

7. Visite classe de neige 2023

Monsieur ANSART expose :

Dans le cadre de l'organisation des classes de neige, la commune de Beaurains organisera une visite le week-end du 21 au 23 janvier 2023 à Montrond (74).

Elle sera composée du Maire ou de mon représentant, et d'un technicien du Centre Social Municipal Chico Mendès mandatés de s'assurer de la bonne qualité des prestations (hébergement, matériel de ski, cours de ski...).

Le départ est prévu le samedi 21 janvier, et le retour le lundi 23 janvier 2023.

L'hébergement se fera au chalet l'Escale (2 nuitées), lieu de séjour des classes de CM2 des écoles Jean Haniquaut et Jean Moulin.

Compte tenu de ces éléments, il vous est demandé :

- De me mandater ou mon représentant à effectuer cette visite ;
- De prendre en charge l'intégralité des frais occasionnés par ce déplacement sur la base des dépenses réelles effectuées. Les crédits seront prévus au budget 2023.

Pierre ANSART :

Une délégation composée d'un élu et d'une représentante du centre social se déplacera le week end du 21 au 23 janvier au chalet l'Escale à Montrond. Ce déplacement permettra à l'élu et au technicien de s'assurer de la bonne qualité des prestations proposées. Cette délibération permet de prendre en charge notamment l'hébergement qui se fera au chalet ainsi que les frais de déplacement. Y a-t-il des questions ?

Emilie LANCE :

Est-ce que c'est vraiment utile car maintenant les encadrants des classes de neige ont l'habitude depuis des années. Nous sommes en restriction et les budgets sont serrés. Est-ce que cela vaut le coup d'envoyer 2 personnes ?

Pierre ANSART :

Il y a eu un changement de chalet l'an dernier et on n'a pas pu le faire l'année dernière donc on le fait cette année. Il est nécessaire de reprendre contact avec les propriétaires pour se rendre compte.

Emilie LANCE :

L'équipe y est allée l'année dernière dans ce chalet donc il connait.

Pierre ANSART :

Il y a une demande de l'adjoint à la jeunesse et aux sports. On a dû batailler l'année dernière pour avoir la reconduction cette année et pour voir si l'effectif augmente si on peut toujours être dans ce chalet. On a limité le nombre pour minimiser les frais : l'élu en charge des classes de neige et la nouvelle responsable du centre social municipal. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°7 ADOPTÉ AVEC 4 CONTRES

8. Rétrocession d'équipements à vocation publics

Monsieur ANSART expose :

La société SCCV BOREAL 2, dont le siège est situé 5 rue de la gare 62161 DUISANS est titulaire du permis d'aménager N° 0620991900001 dont l'objet est l'aménagement de la zone BOREAL PARC 2.

Cet aménagement générera la création d'équipements que la société souhaite transférer à la Ville et à la Communauté Urbaine d'Arras pour les intégrer dans le domaine public.

La société SCCV BOREAL 2 n'a pas vocation à entretenir, après la construction, les espaces publics, les équipements et les voiries ouvertes à la circulation. Il est donc proposé, en vue des entretiens futurs, de transférer les voies, espaces communs, réseaux et équipements de compétences communautaires.

Ce transfert des voies et réseaux dans le domaine public fera l'objet d'une convention tripartite, entre la Commune, la société SCCV BOREAL 2 et la Communauté Urbaine d'Arras.

Le transfert se fera à titre gratuit, les frais de division, les frais de notaire et d'actes étant à la charge de la société SCCV BOREAL 2.

Les procédures de classement dans le domaine public interviendront au moment du transfert après l'achèvement des travaux et des diagnostics de conformité des voies, espaces communs, réseaux et équipements de compétences communautaires.

En ma qualité de Vice-président de la Communauté Urbaine d'Arras, j'ai été désigné pour représenter son Président lors de cette signature. Il me faut donc donner délégation à un Adjoint de la Commune pour nous représenter.

Compte tenu de ce qui précède, il est donc proposé :

- De confier la délégation de signature de la convention tripartite à Monsieur Bruno BERGOGNON Adjoint chargé de l'animation et des travaux ;
- D'approuver le projet de transfert des voies et réseaux dans le domaine public.

D'autoriser la signature :

- de la convention tripartite telle qu'annexée à la présente délibération ;
- de toute pièce nécessaire à la régularisation de cette opération.

CONVENTION TRIPARTITE DE TRANSFERT DES VOIES ET RESEAUX DANS LE DOMAINE PUBLIC

Les soussignés :

La Ville de BEAURAINS, domiciliée à la Mairie, Place de la fontaine, représentée par Monsieur Bruno BERGOGNON, adjoint chargé de l'animation et des travaux, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature accordée par une délibération du Conseil Municipal en date du 14/12/2022, devenue exécutoire le .../.../2022,

Ci-après dénommée « la Ville »

Et

La COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS, représentée par Monsieur Pierre ANSART, Vice-président en charge des infrastructures, en vertu d'une délibération du bureau communautaire en date du 15/01/2023, devenue exécutoire le .../.../2023,

Ci-après dénommée, « la CUA »

Et

La Société dénommée SCCV BOREAL 2 dont le siège est situé 5 rue de la gare à DUISANS (62161) représentée par Monsieur Didier BOUTTEMY agissant tant en sa qualité de Gérant de la société;

Ci-après dénommée « le lotisseur » ou « l'aménageur »

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

EXPOSE PREALABLEMENT :

La Société BOREAL 2 envisage la réalisation d'un programme immobilier rue des Amaryllis à BEAURAINS sur la parcelle cadastrée AE547. Cet aménagement générera la création d'équipements que l'aménageur souhaite rétrocéder à la Ville et à la CUA pour intégrer le domaine public.

En sa qualité d'aménageur, la société SCCV BOREAL 2 réalisera ces travaux d'infrastructures, de voirie et de réseaux divers nécessaires à l'alimentation des futurs lots du programme immobilier, (à l'exception des réseaux restant à la charge des concessionnaires ou occupants du domaine public) et des aménagements d'espaces de voirie et d'espaces paysagers.

Le projet d'aménagement sera réalisé en 1 tranche (voir plan en annexe).

Ceci étant exposé, les parties sont convenues de définir les modalités de transfert à la Ville et à la CUA des voies, espaces communs et réseaux du programme qui seront réalisés après obtention des Permis d'Aménager, conformément aux dispositions des articles R.442-7 et R.442-8 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions de l'article R. 442-8 du Code de l'Urbanisme, cette convention a pour objet d'organiser les conditions techniques, administratives et financières du transfert à la Ville et à la CUA des voies, espaces communs et réseaux divers ci-après inventoriés, après achèvement des travaux.

ARTICLE 2 : INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DES TERRAINS ET EQUIPEMENT PUBLICS

La Ville accepte le principe d'incorporer dans son domaine public les équipements listés à l'article 3.

La CUA accepte le principe d'incorporer dans son domaine public les terrains et équipements listés à l'article 4.

Les procédures de classement dans le domaine public interviendront conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment du transfert.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DES OUVRAGES DESTINES A ETRE REMIS A LA VILLE

Les ouvrages sont les suivants :

- L'assiette foncière, les plantations et espaces verts du square
- Le réseau d'éclairage public et les candélabres, ainsi que les équipements (armoire de commande,...)

ARTICLE 4 : DESIGNATION DES VOIES ET OUVRAGES DESTINES A ETRE REMIS A LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS

Par voie, la présente convention entend les emprises foncières aménagées en vue de la circulation destinées à intégrer le domaine public routier.

Par ouvrage, la présente convention entend le mobilier urbain de sécurité, et les réseaux destinés à entrer dans le domaine public.

Les voies et ouvrages que le lotisseur s'engage à transférer à la CUA après achèvement des travaux sont les suivants :

- les voies nouvelles desservant les différents lots de construction,
- l'ensemble des réseaux nécessaires à la viabilisation du lotissement :
 - réseaux d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées (rem il est préconisé voir obligatoire de traiter les eaux pluviales par des techniques alternatives et non par du réseau)
 - réseau eau potable
 - Les équipements de DECI
- le mobilier urbain de sécurité (panneaux de signalisation, potelets,...)
- Les espaces verts le long des voiries

Les surfaces estimées des terrains devant être remis à la CUA telles qu'indiquées sur le plan de projet du lotisseur annexé à la présente convention.

Il est ici précisé que les superficies définitives seront connues après bornage du programme réalisé par le géomètre de l'opération d'aménagement.

Il est rappelé que les réseaux de distribution de gaz, d'électricité et de télécommunications compris dans l'emprise des voiries ci-dessus seront gérés par les concessionnaires.

ARTICLE 5 : DENOMINATION DES FUTURES VOIES

La résidence s'appelle :

La dénomination des futures voies sera déterminée ultérieurement par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX

6.1 Réalisation des études

Les études de voiries et réseaux seront réalisées par l'aménageur qui les présentera aux services de la Ville et de la CUA aux différentes étapes.

Ces études devront respecter les cahiers des charges de prescriptions techniques pour les différents équipements d'eau potable et d'assainissement sous peine de rendre impossible la rétrocession. Pour les équipements de DECI, l'aménageur se rapprochera du SDIS.

L'avant-projet et le projet seront soumis aux services gestionnaires de la Ville et de la CUA pour validation. Les validations ou les avis des services gestionnaires devront intervenir dans un délai de 1 mois suivant leur communication par le lotisseur. La ville et la CUA s'engagent à respecter ce délai.

L'aménageur examinera avec les gestionnaires ou concessionnaires des réseaux, la meilleure desserte en réseaux et transmettra à la Ville et la CUA une copie de l'avis des services concernés ainsi que les comptes rendus de réunion et les devis correspondants à la charge de l'aménageur.

6.2 Exécution des travaux

L'aménageur informera les services de la Ville et de la CUA de la date de début des travaux.

La Ville, représentée par son Maire ou toute personne déléguée par ce dernier et la CUA, représentée par son Président ou toute personne déléguée par ce dernier, et leurs mandataires, seront autorisés à suivre l'exécution des travaux, mais ne pourront présenter d'observations qu'au lotisseur et non aux entrepreneurs directement.

Pour les besoins de raccordement des réseaux et de jonction des voiries avec la rue des Pâquerettes et la voie longeant le magasin « Brico Dépôt », depuis le giratoire de la RD 60, l'aménageur devra intervenir sur le domaine public dans le respect des prescriptions de la direction de la voirie de la Communauté Urbaine d'Arras.

6.3 Remise des ouvrages

La remise des ouvrages interviendra après la fin des travaux.

L'aménageur associera aux étapes clés des travaux (essai de pression, mise en service ...) la CUA ou son délégataire pour une validation au fil des travaux sans préjuger de la rétrocession finale. À l'achèvement des travaux, le lotisseur invitera la Ville et la CUA à procéder à la réception des ouvrages qui leur sont destinés.

Lors de ces opérations de réception, les services gestionnaires de la Ville et de la CUA pourront formuler des réserves relatives à des travaux non conformes au dossier validé lors des études ou non conformes aux règles de l'art. Ces réserves seront consignées dans un procès-verbal qui mentionnera le délai dans lequel le lotisseur devra procéder à la levée des réserves. Dans ce cas, la remise de l'ouvrage pourra être reportée après la levée des réserves si l'importance de celles-ci le rend impropre à sa destination.

L'aménageur remettra à la Ville et à la CUA par procès-verbal contradictoire, les voies et ouvrages tels que décrits à l'article 3 et à l'article 4. La Ville et la CUA ne pourront refuser un ouvrage propre à sa destination s'il est conforme aux obligations réglementaires et que les réserves sont levées.

Parallèlement, l'aménageur procèdera à la remise des ouvrages aux autres concessionnaires de service publics des ouvrages qui les concernent.

Avant la remise des voies et des ouvrages, l'aménageur fournira à la Ville et la CUA, ainsi que si nécessaire, aux opérateurs de réseaux, concessionnaires de services publics ou administrations compétentes, sur papier et sur support informatique, l'ensemble de la documentation technique relative aux ouvrages exécutés et nécessaire à leur exploitation (Dossier de recollement et Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages).

L'aménageur remettra contradictoirement à la Ville et à la CUA un procès-verbal de réception.

Le transfert de propriété des ouvrages au bénéfice de la Ville et de la CUA aura lieu dès le constat de leur achèvement. Ce transfert de propriété sera constaté par acte authentique comme précisé à l'article 7 de la convention.

6.4 Entretien des ouvrages – Responsabilités et assurances :

Tous les travaux de construction faisant appel à des techniques de bâtiment sont soumis à la présomption de responsabilité décennale prévue à l'article 1792 du Code Civil et, partant à la double obligation d'assurances de dommages et de responsabilité (exemple : voiries et réseaux divers même en l'absence de toute construction). Ainsi le lotisseur qui a construit et qui cède ou transfère la propriété des ouvrages, après achèvement et réception des travaux, reste assujéti à l'obligation d'assurance Responsabilité décennale.

Jusqu'à la date effective de la remise des voies et ouvrages, le lotisseur en assurera la responsabilité, la gestion et aura l'obligation de les entretenir en bon état.

A l'issue de cette remise, la Ville et la CUA en assureront la gestion et l'entretien, pour chacun des ouvrages qui leur ont été remis. Cependant, tout désordre relevant des garanties obligatoires (parfait achèvement, biennale, décennale ...) restera sous la seule responsabilité du lotisseur.

A ce titre et conformément à l'article 23.2 de la Norme marchés privés AFNOR NF P 03-001, le lotisseur produira une attestation d'assurance responsabilité décennale conforme au modèle type, valable à la date d'ouverture du chantier et garantissant l'ensemble des activités ou missions exercées par le titulaire du marché (Code des Assurances Art. R. 243-2).

ARTICLE 7 : TRANSFERT DE PROPRIETE

Le lotisseur s'engage à constater le transfert à titre gratuit de la propriété des voies et ouvrages et de leur terrain d'assiette, désignés aux articles 3 et 4, dans le cadre d'un acte de vente authentique, aux frais de l'aménageur. Cet acte devra intervenir dans un délai de 6 mois suivant la remise des équipements et ouvrages. **Les frais de division, de notaire et d'acte seront à la charge du lotisseur.**

La signature de l'acte de vente ne pourra intervenir qu'après la délivrance par la Ville de l'attestation de non opposition à la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux préalablement demandée par le lotisseur comme l'y autorise l'article R462-10 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 8 : DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention est subordonnée à la délivrance des permis d'aménager et à son caractère définitif.

Elle prendra effet après la purge du délai de recours ou des recours et prendra fin à la date de transfert de propriété définitif des voies et ouvrages à la Ville et à la CUA.

ARTICLE 9 : CADUCITE

En cas de renonciation du lotisseur à mener l'opération, la présente convention sera résiliée d'office et le lotisseur ne pourra exiger de la Ville et de la CUA le remboursement des frais engagés par lui tant sur la procédure administrative que sur l'exécution des travaux.

Fait à _____, le _____

Pour la ville de Beaurains

Pour le Maire, l'adjoint délégué

M. Bruno BERGOGNON

Pour la Communauté Urbaine D'ARRAS

Pour le Président, Le Vice-président en charge des infrastructures

M. Pierre ANSART

Pour la société SCCV BOREAL 2

Le Gérant

M. Didier BOUTTEMY

Annexe- plan du projet



Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°8 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

9. PS#5 – Délibération cadre sur la durée d'agrément du projet social #5 -2022-2025

Monsieur PETIT expose :

La ville s'est engagée dès 2006 dans le développement et l'écriture d'un projet de développement social qui comportait 3 enjeux :

- Rendre plus cohérente l'offre de service municipale ;
- Etendre l'offre à des publics jusqu'ici absents de l'activité communale ;
- Placer l'habitant au cœur de cette réflexion de développement.

Depuis, la ville a écrit et réalisé quatre projets sociaux de 2008 à 2021 et vient de lancer la nouvelle contractualisation de ce PS#5 pour la période 2022-2025. Les habitants de tous âges ont pu à travers ces années s'investir, participer, échanger et découvrir une façon nouvelle de vivre sa ville, son quartier et tisser ainsi de nouvelles relations bénéfiques collectivement.

Les enjeux de ce nouveau projet portent d'abord sur la volonté municipale de maintenir le développement d'une citoyenneté éclairée et engagée et de créer les conditions d'un vivre ensemble sincère au sein des quartiers et de la ville entière.

Pour cela, la ville s'appuie sur quatre éléments clés d'une construction individuelle qui suit une trajectoire naturelle de l'individu vers le collectif :

- La famille : soutenir les familles comme premier lieu de vie et lieu d'éducation ;
- La formation permanente : permettre à chacun de développer ses compétences tout au long de la vie ;
- Le bien-être : proposer aux habitants d'être acteurs de leur santé et de leur bien-être par des actions de prévention ;
- La citoyenneté : faciliter le dialogue et l'investissement de chacun à la vie en collectivité.

Ces quatre éléments se retrouveront pour la durée de contractualisation du PS#5 à travers ces enjeux spécifiques validées par la ville et ses partenaires d'agrément (CAF, CUA, CD) :

- Le territoire de référence du projet social
- La mesure de l'impact social des projets engagés
- L'organisation transversale du projet social vers le mode projet (pilotage et opérationnalisation)
- L'intégration permanente et durable des partenaires dans le mode de production du projet social
- La place des familles dans les lieux d'éducation
- Les liens dans la famille et, entre les familles
- L'accessibilité aux plus fragiles
- Le maintien d'un haut niveau de service
- La place des habitants dans le fonctionnement des services
- L'offre de service adaptée à tous les âges et toutes les pratiques
- L'animation de la vie des quartiers
- La valorisation des talents citoyens
- La place des associations dans l'action citoyenne de proximité

Enfin, Beurains s'est engagée auprès des Centres Sociaux de la Communauté Urbaine d'Arras dans le cadre d'une charte de coopération qui regroupe Achicourt, Arras, Saint Nicolas et Croisilles (hors CUA). Cette charte prévoit que les Centres Sociaux puissent coopérer sur des enjeux communs, à savoir :

- L'évolution de la fonction accueil
- La promotion de la santé dans le cadre du CLS
- La médiation culturelle

Ce projet de développement social est ambitieux. Il s'est construit avec les élus, les habitants, l'équipe des professionnels et aussi, grâce aux nombreux partenaires locaux ou supra locaux aux côtés de la ville.

Afin de rendre sa mise en œuvre la plus pertinente et efficace possible la ville s'entourera des partenaires acquis (CAF, Conseil Départemental, Préfecture, CUA, ARS, Conférence des financeurs,...), mais fera également appel dès lors que les volontés seront communes à des partenaires du territoire ou en dehors. Ces collaborations pourront être d'ingénieries, techniques, matérielles ou financières.

Je vous propose pour la mise en œuvre du projet social #5 et sur sa durée de contractualisation d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à :

- Engager les partenariats externes et déposer les demandes de subventions nécessaires auprès des différents partenaires institutionnels quels qu'ils soient (CUA, Département, Région, Etat, UE, CAF, CARSAT, ARS, CDF et tout autre organisme) ou fondations privées en lien direct avec le projet social #5. Ces demandes feront l'objet de demandes spécifiques qui préciseront l'objet et le montant de la demande au cas par cas ;
- Encaisser les recettes et engager les dépenses inhérentes aux actions du projet social #5 ;
- Signer les conventions inhérentes au financement, au prêt et à la mise à disposition de biens, matériels, de locaux nécessaires à la mise en œuvre du projet social.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°9 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

10. Adhésion au dispositif PASS JEUNES

Monsieur PETIT expose :

Le Projet Social du Centre Social Municipal Chico Mendès prévoit dans ses objectifs en direction du public 11-17 ans le développement de la pratique des loisirs, du sport et de la culture.

Dans cette optique, la municipalité de BEAURAINS souhaite poursuivre le dispositif « Pass Jeunes » promu par la Ville d'ARRAS, soutenu par un partenariat associatif et économique du territoire.

L'enjeu de ce dispositif étant un programme d'activités éducatives et qualitatives au public adolescent.

Il vous est donc proposé :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat pour le dispositif « Pass Jeunes » ;

- De proposer aux familles un tarif de 10 € pour l'acquisition d'une carte d'adhésion au dispositif simple et de 25 € pour le dispositif avec la carte de transport (ARTIS).

À compter du 1^{er} janvier 2023, le coût du Pass Jeunes sera de 45 € par jeune hors carte de transport et de 75 € avec carte de transport.

Les crédits nécessaires figureront au budget de l'exercice en cours.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°10 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

11. Prise en charge des formations BAFA/BAFD 2023

Monsieur PETIT expose :

Dans le cadre de la signature de la Convention Territoriale Globale, se substituant au Contrat Enfance Jeunesse, la ville de Beaurains participera au financement des formations d'animateurs (BAFA) et de directeurs (BAFD) pour une somme globale de 2 650 € au titre de l'année 2023.

Ces formations, cofinancées par la Caisse d'Allocations Familiales et la Commune seront prises en charge, soit par avance de l'un des deux stages (formation générale ou approfondissement), soit en deux remboursements :

- 50% la première année
- 50% la deuxième année

Des dits-stages.

Ce dispositif s'adresse uniquement aux animateurs domiciliés à Beaurains, lors des sessions de juillet et août quand ceux-ci ont dû avancer les frais de formations, en totalité ou en complément de toute aide annexe (département, comité d'entreprise...).

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant :

- À signer tout document relatif à la présente ;
- De prévoir les dépenses au Budget Primitif 2023.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°11 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

12. Bourse au permis de conduire 2023

Monsieur PETIT expose :

Pour favoriser l'accès des jeunes au permis de conduire, la ville de BEAURAINS a décidé de reconduire le dispositif de la Bourse au Permis en 2023.

Cette bourse s'adressera à des jeunes de la ville de BEAURAINS, âgés de 18 à 25 ans.

Le budget annuel alloué pour l'action s'élèvera à 2 000,00 € et sera attribué selon les modalités techniques et financières définies lors de la délibération du Conseil Municipal du 21 février 2008.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Reconduire le dispositif « Bourse au Permis de Conduire » pour l'année 2023 ;
- D'inscrire les crédits nécessaires au Budget Primitif 2023.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°12 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

13. Coopération intercommunale ACM Mercatel – Beaurains – Mise en place d'une convention

Monsieur PETIT expose :

Lors du conseil municipal du 3 novembre 2021 vous avez autorisé Monsieur le Maire à mettre à disposition de la ville de Mercatel un agent afin d'assurer la fonction de direction des accueils collectifs de mineurs pendant les vacances scolaires.

Après une année de fonctionnement, encouragées par les travaux communautaires autour de la CTG, les conséquences positives dans la délivrance du service, avec l'accord de l'organisme financeur de la prestation de service la CAF du Pas de Calais, les villes souhaitent pérenniser cette collaboration.

La répartition des responsabilités se déroulera comme suit :

	Beaurains	Mercatel
PEDT-Projet pédagogique		X
Déclaration des ACM SDJES	X	
Direction des ACM mode multisite (préparation incluse)	X	
Budget pédagogique		X
Communication aux familles		X
Inscription des enfants		X
Recette des inscriptions		X

Recrutement équipe d'animation	X	
Contrats et traitements des animateurs		X
Conditions d'accueil et sécurité		X
Entretien des locaux		X
Evaluation projet pédagogique	X	X

La ville de Mercatel conserve les éléments d'organisation opérationnels de son service et la ville de Beaurains y contribue par la mise à disposition de son ingénierie et la responsabilité de la direction sur le modèle du multisite.

Par convention jointe à la délibération les villes s'engagent à :

- Assumer pleinement les responsabilités qui sont les leurs dans l'intérêt du service public rendu et sans réserve,
- Prendre part aux rencontres du comité de suivi qui évalue la coopération. La représentation des villes dans cette instance se fera par des élus et techniciens désignés de chaque commune.

Afin de mener à bien ces opérations, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à :

- Signer la convention de coopération avec la ville de Mercatel,
- Mettre en œuvre les obligations administratives liées aux engagements de la convention,
- Percevoir les recettes de la CAF du Pas de Calais dans le cadre de la CTG pour les heures déclarées à Mercatel,
- Reverser la quote-part du bonus territoire et de la prestation de service calculée sur les heures réalisées déclarées à la ville de Mercatel,
- Facturer la valorisation de l'ingénierie à la ville de Mercatel selon les principes de la convention.

COMMUNES DE BEURAINS ET MERCATEL



Convention de coopération pour l'organisation des Accueil Collectifs de Mineurs (ACM) entre les communes de Beaurains et Mercatel

La présente convention est prise entre

La ville de Beaurains, représentée par Monsieur Pierre ANSART, Maire, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2022,

La ville de Mercatel, représentée par Monsieur Sylvain Roy, Maire, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2022,

Vu la Loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la Loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM ;

Vu l'Article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que le conseil municipal dispose d'une compétence générale de droit commun pour régler par délibérations les affaires de la commune ;

Cette compétence générale offre au conseil municipal la possibilité d'intervenir dans tout domaine, dans un but d'intérêt public local, sous réserve que ces compétences ne soient pas dévolues par la loi à l'Etat ou à d'autres personnes publiques.

Vu la délibération du Conseil Municipal de Beaurains en date du 14 décembre 2022 autorisant la coopération des centres de loisirs entre les communes de Beaurains et Mercatel ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Mercatel en date du 12 décembre 2022 autorisant la coopération des centres de loisirs entre les communes de Beaurains et Mercatel ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir toutes les conditions et modalités y compris financières dans lesquelles les communes de Beaurains et Mercatel coopèrent pour l'organisation de leurs accueils de loisirs sans hébergement pendant les petites et grandes vacances.

Article 2 : Objectifs des communes

Les communes, en coopérant pour l'organisation de leurs accueils de loisirs, souhaitent tendre vers les objectifs suivants :

- Maintenir les accueils de loisirs sur le territoire, vecteurs de lien social ;
- Développer la qualité des accueils de loisirs.

Article 3 : Organisation générale

La commune de Beaurains est désignée « l'organisatrice ». La commune de Mercatel est désignée « lieu d'implantation » de l'accueil de loisirs et gestionnaire de son accueil de loisirs pour toutes les fonctions directes ou indirectes (en excluant les responsabilités de la commune dite « organisatrice »).

La commune organisatrice s'engage à :

- Déclarer sur le modèle du multisite l'accueil de loisirs en incluant le site de Mercatel auprès du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES) du Pas-de-Calais pour les périodes de (quantités variables selon le calendrier scolaire) :
 - Vacances d'hiver : deux semaines
 - Vacances de printemps : deux semaines
 - Juillet : 4 semaines
 - Vacances d'automne : deux semaines
- Assurer la fonction de direction de l'accueil de loisirs incluant : la préparation, la direction durant la période de vacances, l'évaluation ainsi que la désignation de l'équipe d'animation attachée au site de Mercatel avec le support et en accord avec la ville de Mercatel ;
 - Déclarer auprès du partenaire financeur la tenue de l'accueil de loisirs multisite et l'ensemble des heures prévisionnelles et réalisées incluant celles du site de Mercatel ;
 - Percevoir les bonus territoire et prestations de services alloués pour l'organisation des accueils de loisirs pour Beaurains et Mercatel ;
 - Reverser la quote part des prestations et bonus territoire à la ville de Mercatel ;
 - Rédiger les différentes conventions avec la Caisse d'Allocations Familiales et procéder aux déclarations y afférentes ;
 - Respecter le budget prévisionnel alloué par la commune « lieu d'implantation » ;
 - Veiller au bon déroulement de l'accueil de loisirs ;
 - Respecter les normes de sécurité et d'accueil ;
 - Gérer toutes situations d'urgences pouvant survenir (accidents, incidents, absence, etc...).

La commune « lieu d'implantation » s'engage à :

- Communiquer en amont sur l'organisation d'un accueil de loisirs sur sa commune ;
- Etablir un budget prévisionnel de fonctionnement des accueils de loisirs annuel et le communiquer à la commune organisatrice ;
- Prendre les contrats de l'équipe d'animation attachée au site de Mercatel et procéder au règlement de leurs traitements ;
- Inscire les enfants aux accueils de loisirs et encaisser les règlements des participations des familles ;
- Procéder aux règlements des dépenses générées par les activités de cet accueil de loisirs ;
- Veiller au bon déroulement de l'accueil de loisirs ;
- Respecter les normes de sécurité et d'accueil ;
- Mettre à disposition les installations nécessaires au fonctionnement des accueils de loisirs et procéder au nettoyage régulier des locaux ;
- Mettre à disposition le personnel de nettoyage et de restauration communale ou, le cas échéant d'un organisme extérieur conventionné ;

- Gérer toutes situations d'urgences pouvant survenir (accidents, incidents, absence, etc...) ;
- Fournir à la ville organisatrice l'ensemble des éléments permettant la complétude des dossiers de financements, rapports,... afférant à l'organisation des accueils de loisirs.

Article 4 : Caractérisation des charges financières valorisées pour la fonction de

« commune organisatrice »

Les charges valorisées et refacturées à la commune « lieu d'implantation » par la commune organisatrice :

- Prorata du coût de la fonction de direction (traitement, régime indemnitaire, charges sociales et frais annexes selon une grille de répartition validée en comité de suivi) établiselon le mode de calcul suivant :

- (Nombre d'enfants de Mercatel/Nombre d'enfants total de l'accueil déclaré)*Traitement du directeur sur l'ensemble de la fonction de direction* ;

* Fonction de direction :

- Préparation
- Direction
- Evaluation

- Traitement (traitement, régime indemnitaire, charges sociales) du personnel de direction adjointe directement mis à disposition de la ville le cas échéant (centre de 50 enfants et plus).

Article 5 : Modalités des échanges financiers entre les villes

Chaque année à dates fixes la commune organisatrice versera sur présentation d'un titre de recette:

- L'acompte de l'année n de la prestation de service et du bonus territoire correspondant à la quote part des heures prévisionnelles de la commune « lieu d'implantation » ;
- Le solde n-1 de la quote part des heures réalisées par la commune « lieu d'implantation ».

Chaque année après le dernier accueil de loisirs de l'année civile (vacances d'automne) la commune « lieu d'implantation » versera sur présentation d'un titre de recette :

- La quote part relevant de la prestation de direction incluant les charges directes et indirectes reprises dans l'article 4.

Article 6 : Mise en place d'un comité de suivi

Un comité de suivi annuel composé des représentants désignés des deux communes se réunira a minima une fois par an et à chaque fois que cela sera nécessaire pour :

- Valider les conditions générales de l'organisation ;
- Evaluer la prestation, rendre des avis et amender si besoin l'organisation ;
- Valider les budgets et répartitions financières.

Article 7 : Durée de la convention – Résiliation

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature.

Elle est établie pour un an renouvelable par tacite reconduction.Elle

pourra être modifiée par avenant.

Cette convention pourra être résiliée :

- soit en cas d'accord entre les deux communes ;
- soit par l'une ou l'autre des parties, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois suivant la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent.

Article 8 : Litige

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution de la présente convention.

A défaut, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Lille.

Fait à

le

La commune de **BEAURAINS**

Représentée par son maire

La commune de **MERCATEL**

Représentée par son maire

P.ANSART

S. ROY

Pierre ANSART :

C'est une nouvelle convention car l'année dernière, nous avons suppléé et aidé la ville de Mercatel dans l'organisation des centres de loisirs notamment pendant les grandes vacances et nous avons poursuivi cette aide pendant les centres des petites vacances. A la demande de la CAF, nous avons établi une véritable convention afin que la ville de Mercatel puisse continuer à toucher des aides de la CAF. Vous avez dans cette convention la répartition des tâches à la fois de la ville de Beaurains et Mercatel. Les élus et les parents d'élèves sont très contents de cette entraide entre les 2 communes. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°13 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

14. Remboursement prestation cours de danse saison 2021-2022

Madame WALLET expose :

Au cours de la saison 2021-2022, l'école municipale de danse a été contrainte à des fermetures.

En conséquence, il est proposé de procéder au remboursement des séances non réalisées par enfant, par famille, par groupe d'activité et sur les bases tarifaires ci-dessous :

Groupe activité « éveil et initiation » (enfants de 5 à 7 ans)

QUOTIENTS CAF	Tarifs annuels Beurinois (base 34 séances)	Tarifs 1 séance Beurinois
-334	30,60	0,90
335/442	45,90	1,35
443/617	56,10	1,65
61/882	66,30	1,95
883/1147	76,50	2,25
1148 et plus	86,70	2,55
Extérieurs	192,50	5,66

En euros

Groupe activité «danse »

QUOTIENTS CAF	Tarifs annuels Beurinois (base 34 séances)	Tarifs 1 séance Beurinois
-334	51,00	1,50
335/442	66,30	1,95
443/617	86,70	2,55
61/882	102,00	3,00
883/1147	122,40	3,60
1148 et plus	153,00	4,50
Extérieurs	332,20	9,77

En euros

Groupe activité « danse seconde activité» (pour les élèves pratiquant une seconde activité au sein de l'école)

QUOTIENTS CAF	Tarifs annuels Beurinois (base 34 séances)	Tarifs 1 séance Beurinois
-334	18,40	0,54

335/442	27,60	0,81
443/617	33,70	0,99
61/882	39,80	1,17
883/1147	45,90	1,35
1148 et plus	52,00	1,53
Extérieurs	199,10	5,86

En euros

- Je vous demande de bien vouloir autoriser les remboursements sur la base de réclamations des familles ;
- D'imputer ces dépenses aux budget 2022 et suivant.

Pierre ANSART :

Pour l'année 2022, il y a 2 familles mais pour pouvoir rembourser, il faut délibérer.

Anne WALLET :

Si cela peut vous intéresser, en ce qui concerne les inscriptions à l'école de danse pour 2022-2023, il y a 90 élèves inscrits donc 43 beaurinois.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°14 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

15. Plan Climat Air Énergie Territorial – Avis du conseil

Monsieur VENEL expose :

Mesdames, Messieurs,

Par courrier en date du 07 novembre 2022, la Communauté urbaine d'Arras a informé la commune que la consultation du public sur le Plan Climat Air Energie Territorial aurait lieu du 14 novembre au 16 décembre 2022.

Un Plan climat est un outil de planification obligatoire pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants. A la fois stratégique et opérationnel, il permet de coordonner la transition écologique et sociale du territoire en abordant l'ensemble des thématiques liées à l'air, l'énergie et le climat : mobilité, bâtiments, alimentation, agriculture, industrie, déchets...

Le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté urbaine d'Arras vise, conformément aux cadres réglementaires national et européen, l'atteinte de la neutralité carbone en 2050 et propose un premier plan d'actions 2023-2028 de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre.

Vu l'avis de la commission environnement du 30 novembre 2022.

Compte tenu du rapport de présentation soumis à la consultation du public, il vous est demandé :

- D'émettre un avis favorable, avec réserves, au projet de Plan Climat de la Communauté urbaine d'Arras :

Réserves :

- 1. Gouvernance des projets : « prendre en compte les démarches innovantes déployées par les entreprises / partenaires, y compris ceux encore en mode R&D (recherche et développement) » ;

- 2. Financement des actions : obtenir l'assurance que les plans de financement des actions sont maîtrisés ; préciser les ROI (Retours sur investissement) attendus pour les actions engagées ;
 - 3. Développement de fermes photovoltaïques : être vigilant sur le choix des types de terrain / cibles potentielles pour l'implantation des structures.
- De confirmer l'implication de la commune dans :
- son implication dans le Plan Climat Air Energie Territorial
 - sa contribution à l'atteinte des objectifs du territoire pour préserver le climat et s'adapter à ses changements déjà à l'œuvre
 - son engagement à poursuivre et amplifier les efforts sur son patrimoine et ses compétences.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°15 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

16. Mobilisation du fond DATL 2023

Monsieur Dupond expose :

La Région Hauts-de-France se mobilise aux côtés des collectivités locales sur les territoires de la politique de la ville par le fond spécifique DATL – Développement Aménagement du Territoire et Littoral.

Ce fond valorise les actions en direction des publics de ces territoires en insistant sur la place des habitants de l'émergence à la réalisation des actions.

Au-delà d'actions structurantes dans les quartiers qui concernent le mobilier urbain, la sécurité, la création d'espaces de vie, de nature et d'expression, la visée reste principalement sociale.

Ainsi, la commune a décidé d'inscrire plusieurs actions significatives pour poursuivre la consolidation du lien social sur son territoire :

- La création d'un parvis de rencontre et sécurisant aux abords du parc Chico Mendès ;
- La médiation culturelle ;
- Les événements solidaires ;
- La CJS (Coopérative Jeunesse de Services) ;
- Le FTU (Fond de Travaux Urbains).

Afin de mener à bien ces opérations, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- solliciter auprès de la Région Hauts-de-France le fond DATL et de signer tous documents s'y rapportant.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°16 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

17. Réhabilitation de bâtiments publics – Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre et de la recherche des cofinancements

Monsieur Dupond expose :

Le Centre Social Municipal Chico Mendès est un bâtiment des années 80 qui accueille de nombreux usages :

- l'offre municipale : école de danse, bibliothèque, restaurant scolaire, relais petite enfance, ACM, projets de développement thématique... ;
- l'accueil des associations ;
- l'accueil de permanences de partenaires publics ;
- l'accueil d'évènements privés.

Fort d'un développement important depuis 2008, l'espace se trouvant réduit s'est déporté sur les services techniques et l'espace Jules Verne.

Chacun de ces bâtiments présentent des améliorations à mettre en œuvre pour accueillir qualitativement les Beaurinoises et Beaurinois qui les fréquentent et, notamment, pour résoudre :

- l'accessibilité des bâtiments : SAS non conformes, escaliers, rampe d'accès ;
- une performance énergétique à améliorer ;
- des espaces d'accueils étroits, non fonctionnels y compris pour les personnels et une confidentialité impossible ;
- une visibilité des espaces et une lisibilité des services à améliorer.

Depuis 2020, la ville a ainsi mis en œuvre différentes actions pour définir précisément le périmètre du besoin et proposer des solutions adaptées incluant l'ensemble des problématiques relevées :

- un audit énergétique des bâtiments publics dont les trois bâtiments concernés ;
- un atelier de codesign par Ad lib architecture et Ligne Bleue Cyber, consultant numérique & électronique en partenariat avec Pas-de-Calais Habitat, à travers le programme Increase, impliquant les habitants. Cette étape a permis de préciser le besoin ;
- un conseil du CAUE à la suite de ces consultations pour préciser les solutions envisageables.

La ville souhaite aujourd'hui engager la mise en œuvre de ces solutions en proposant de repenser l'offre territoriale en fonction du potentiel des bâtiments actuels et projetés, et en tenant compte des recommandations des consultations engagées. Le projet de réhabilitation comportera donc :

- la création d'un espace d'accueil, d'une plateforme de bureau et d'un lieu sécurisé pour les installations numériques et de vidéo protection des biens et des personnes au Centre Social Municipal Chico Mendès ;
- la création d'un parvis sécurisé et la modulation des parkings aux abords du parc familial Chico Mendès ;
- l'accueil d'une association à demeure dans des locaux adaptés, la création d'un espace repas et sanitaire pour les personnels municipaux aux services techniques municipaux.

La ville pose pour ce programme de réhabilitation des enjeux clairs :

- l'accès aux services : rendre l'accueil pour tous et le plus facilement possible, signaler les bâtiments, les services et les espaces intérieurs ;
- la sobriété et l'ergonomie : réduire la consommation énergétique, améliorer l'entretien et la vie au sein des services.

Ces enjeux ont déjà fait l'objet de négociations préalables avec nos partenaires, dont l'État notamment, en inscrivant ce projet dans le cadre du CRTE (Contrat de Relance et de Transition Écologique), entre l'État et l'arrondissement d'Arras.

La ville intégrera dans son projet des enjeux environnementaux : des matériaux durables à faible impact et biosourcés, des constructions/rénovations performantes en matière thermique et acoustiques et, l'utilisation de matériaux et mobiliers à faibles émissions de Composés Organiques Volatiles (COV)

Pour ce faire, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à :

- lancer la mission de maîtrise d'œuvre complète d'étude pour le choix de l'architecte en procédure adaptée ;
- solliciter l'ensemble des partenaires publics ou privés qui pourront accompagner la réalisation de ce projet par la mise à disposition d'ingénierie, de subventions ou de toutes autres ressources susceptibles de servir l'objet : l'Union Européenne, l'Etat, la Région Hauts-De-France, le Département du Pas-de-Calais, la Communauté Urbaine d'Arras, les institutions publiques partenaires de l'équipement (Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais, l'Agence Régionale de Santé, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail,...), ainsi que celles spécialisées dans les domaines techniques (conseils, fonds spéciaux,...), et tout autre partenaire ;
- signer les conventions se rapportant aux demandes formalisées ;
- engager les dépenses et recevoir les recettes sollicitées.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Carine CAPET :

C'est quelle association ?

Cédric DUPOND :

Création et savoir-faire qui est à l'étage. On va réaménager l'étage. Il y a les aspects de la sécurité incendie, évacuation qu'il faut retravailler.

Pierre ANSART :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°17 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

18. Amortissements M57

Monsieur DUPOND expose,

Vous avez délibéré, en date du 13 avril 2022, sur la mise en place de la nouvelle nomenclature comptable M57. Il convient à ce jour de fixer le mode de gestion des amortissements et des immobilisations au 1^{er} janvier 2023.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité. Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine

de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :

- Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;
- Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;
- Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Dans ce cadre, les communes procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).

En revanche, les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d'amortir, sur option, les réseaux et installations de voirie.

Par ailleurs, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour les délibérations du 02/10/2008, 31/03/2011, 17/06/2011, et du 21/09/2017 en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature (cf. tableau joint), les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées.

A noter que contrairement à la nomenclature M14 qui fixe le départ du calcul de l'amortissement au 1^{er} janvier de l'année N+1, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable. L'amortissement au prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation et à sa date d'acquisition. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la Ville.

Ce changement de méthode comptable s'applique de manière progressive et ne concerne que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service,

notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...).

Tableau des durées

Catégories de biens amortis – M 14	Catégories de biens amortis – M57	Libellé des articles	Durée (en années)
2031	2031	Frais d'études (Non suivi de réalisation)	5 ans
2041..	2041..	Subvention Equipement – personne de droit public	15 ans
2042..	2042..	Subvention Equipement – personne de droit privé	2 ans
2051	2051	Concessions et droits similaires	2 ans
2121	2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 ans
2132	21321	Immeuble de rapport	20 ans
21538	21538	Autres réseaux	3 ans
21578	215738	Autre matériel et outillage voirie	3 ans
2182	21828	Autre matériel de Transport	10 ans
2183	21831	Matériel informatique scolaire	5 ans
2183	21838	Autre matériel informatique	5 ans
2184	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	5 ans
2184	21848	Autres matériel de bureau et mobilier	5 ans
-	2185	Matériel de téléphonie	5 ans
2188	2188	Autres immobilisations corporelles	5 ans
-	-	Bien inférieur à 500 € de faible valeur	1 an

Cédric DUPOND :

On a déjà eu l'occasion de parler de la M57. On la met en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2023. On a voté un règlement budgétaire et financier. Ce qu'on vous propose aujourd'hui c'est de voter les durées d'amortissement pour l'ensemble de l'actif et vous avez un tableau avec les différents amortissements avec des délais réglementaires.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°18 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

19. Renouvellement de de la ligne de Trésorerie Crédit agricole exercice 2023

Monsieur DUPOND expose :

Cela fait plusieurs années que nous contractualisons, auprès du Crédit Agricole, une ligne de trésorerie de 300 000 € qui nous permet dans un premier temps de régler les traitements des salaires

dans l'attente des versements des dotations de l'État, et dans un second temps de régler différentes factures.

Cette ligne de trésorerie est renouvelable chaque année.

Je vous propose de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à reconduire ce contrat aux conditions suivantes :

Montant :	300 000 €
Durée :	1 an
Date d'effet :	1 ^{er} janvier 2023
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois moyenné (flooré à 0) + 1,35 % de marge
Commission de réservation :	600 €, soit 0,20 % du montant réservé

Cédric DUPOND :

C'est un classique ; c'est le vote pour la ligne de trésorerie pour le budget 2023. Le montant est identique aux années précédentes : 300 000 € avec un taux basé sur euribor à 1,35 %. Même si les taux sont en train de remonter. Flooré veut dire qu'il y a un plancher à 0. Un taux de marge à 1,35 au-dessus de l'euribor avec une commission de réservation de 600 €.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°19 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

20. Travaux de régie année 2022

Monsieur DUPOND expose :

La Ville a réalisé des travaux d'équipement en régie, c'est-à-dire effectués par son personnel avec les fournitures qu'elle a achetées. En application de l'instruction sur la comptabilité des Communes, les dépenses relatives à ces travaux sont imputées sur les crédits prévus à cet effet, à la section de fonctionnement aux chapitres et articles correspondant à la nature des dépenses.

En fin d'exercice par une écriture globale annuelle, la valeur des travaux effectués est transférée pour ordre à la section d'investissement avec en contrepartie une recette du même montant à l'article intéressé de la section de fonctionnement. Je vous demande de bien vouloir accepter ces écritures pour ordre qui concernent les travaux suivants :

TRAVAUX EN REGIE 2022					
Article	Service	Nature Travaux	Fourniture en €	Main d'œuvre en €	Total en €
21318	BATIMENT / CSTR	Film Sécurité Centre Social	1 544,64 €	967,05 €	2 511,69 €
21312	BATIMENT / JMTR	Création coin cuisine – Ecole Jean Moulin	1 476,50 €	2 549,75 €	4 026,25 €

21312	BATIMENT / JMTR	Création ouverture Fenêtre – Ecole Jean Moulin	6 925,69 €	1 184,68 €	8 110,37 €
21318	BATIMENT / STR	Création Support écran – Salle Conseil Municipal	4 590,45 €	2 126,32 €	6 716,77 €
21312	BATIMENT / JMTR	Film Sécurité – Ecole Jean Moulin	1 669,20 €	1 610,42 €	3 279,62 €
21312	BATIMENT / JMTR	Mise en conformité des sanitaires - Ecole Jean Moulin	36 467,49 €	7 060,20 €	43 527,69 €
21312	BATIMENT/ PHBTR	Réfection faux plafond – Ecole Primaire Haniquaut	8 804,80 €	1 411,20 €	10 216,00 €
21312	BATIMENT/ JMTR	Réfection Peinture – Ecole Jean Moulin	362,68 €	1 437,66 €	1 800,34 €
21312	BATIMENT/ PHBTR	Réfection Peinture – Ecole Primaire Haniquaut	7 680,00 €	2 923,27 €	10 603,27 €
21312	BATIMENT/ JMTR	Mise en sécurité – Revêtement de sol – Ecole Jean Moulin	6 729,14 €	3 665,20 €	10 394,34 €
		TOTAL	76 250,59 €	24 935,74 €	101 186,34 €

L'écriture d'ordre s'équilibrant par l'émission d'un titre de recettes de 101 186,34 €.

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à ordonnancer les opérations comptables nécessaires à ces opérations.

Cédric DUPOND :

C'est un classique. En fin d'année, on constate l'ensemble des travaux en régie qui ont été faits par nos services au cours de l'année. Vous avez la liste pour un total de 101 186,34 €. On est obligé de voter pour constater ces dépenses faites en régie.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°20 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

21. Budget Boréal Parc – Décision modificative N°1

Monsieur DUPOND expose :

La Ville a réalisé des travaux d'équipement en régie, c'est-à-dire effectués par son personnel avec les fournitures qu'elle a achetées. En application de l'instruction sur la comptabilité des Communes, les dépenses relatives à ces travaux sont imputées sur les crédits prévus à cet effet, à la section de fonctionnement aux chapitres et articles correspondant à la nature des dépenses.

En fin d'exercice par une écriture globale annuelle, la valeur des travaux effectués est transférée pour ordre à la section d'investissement avec en contrepartie une recette du même montant à l'article intéressé de la section de fonctionnement. Je vous demande de bien vouloir accepter ces écritures pour ordre qui concernent les travaux suivants :

TRAVAUX EN REGIE 2022					
<i>Article</i>	<i>Service</i>	<i>Nature Travaux</i>	<i>Fourniture en €</i>	<i>Main d'œuvre en €</i>	<i>Total en €</i>
21318	BATIMENT / CSTR	Film Sécurité Centre Social	1 544,64 €	967,05 €	2 511,69 €
21312	BATIMENT / JMTR	Création coin cuisine – Ecole Jean Moulin	1 476,50 €	2 549,75 €	4 026,25 €
21312	BATIMENT / JMTR	Création ouverture Fenêtre – Ecole Jean Moulin	6 925,69 €	1 184,68 €	8 110,37 €
21318	BATIMENT / STR	Création Support écran – Salle Conseil Municipal	4 590,45 €	2 126,32 €	6 716,77 €
21312	BATIMENT / JMTR	Film Sécurité – Ecole Jean Moulin	1 669,20 €	1 610,42 €	3 279,62 €
21312	BATIMENT / JMTR	Mise en conformité des sanitaires - Ecole Jean Moulin	36 467,49 €	7 060,20 €	43 527,69 €
21312	BATIMENT/ PHBTR	Réfection faux plafond – Ecole Primaire Haniquaut	8 804,80 €	1 411,20 €	10 216,00 €
21312	BATIMENT/ JMTR	Réfection Peinture – Ecole Jean Moulin	362,68 €	1 437,66 €	1 800,34 €
21312	BATIMENT/ PHBTR	Réfection Peinture – Ecole Primaire Haniquaut	7 680,00 €	2 923,27 €	10 603,27 €
21312	BATIMENT/ JMTR	Mise en sécurité – Revêtement de sol – Ecole Jean Moulin	6 729,14 €	3 665,20 €	10 394,34 €
		TOTAL	76 250,59 €	24 935,74 €	101 186,34 €

L'écriture d'ordre s'équilibrant par l'émission d'un titre de recettes de 101 186,34 €.

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à ordonnancer les opérations comptables nécessaires à ces opérations.

Cédric DUPOND :

C'est une décision modificative pour le budget boréal parc. Vous savez qu'on a vendu une parcelle. On a fait un échange de parcelles pour pouvoir monter un projet de commerce. Il y a un écart avec ce qui était prévu au budget donc on rajoute 10 000 € dans les différentes opérations en investissement et en fonctionnement pour le budget Boréal.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°21 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Cédric DUPOND :

On a décidé de développer la vidéo protection sur le site de Chico Mendès et aux abords du centre social. On l'a évoqué dans la délibération de l'aménagement du centre social.

22. Vidéoprotection – Projet d'extension

Monsieur DUPOND expose :

La sécurité et la sûreté des habitants et des biens sont des enjeux majeurs sur le territoire de la commune de Beaurains. La ville s'est déjà dotée de dispositifs de vidéoprotection et de nouveaux projets sont à l'étude.

Vivre, travailler, se former en toute sécurité dans les espaces publics et aux abords de nos équipements publics est une priorité. Le déploiement de la vidéoprotection est également l'un des enjeux du contrat signé entre la CUA dont Beaurains est partie prenante et l'Etat.

Ainsi pour accompagner le déploiement de la vidéoprotection sur le site du parc familial Chico Mendès ainsi qu'aux abords du Centre Social Municipal, il est proposé de mobiliser des fonds Etat (FIPD), Régionaux et communautaires, accompagnant financièrement l'effort de la ville.

Compte tenu de ce qui précède il vous est aujourd'hui demandé :

- D'autoriser, Monsieur le Maire ou son représentant, la mobilisation de fonds spéciaux sur le sujet de la vidéo protection auprès des partenaires publics de la ville (Région, Département, Communauté urbaine d'Arras, etc....), et de signer l'ensemble des documents s'y rapportant ;
- De déployer la vidéoprotection sur le site convenu, dans le cadre du marché de vidéoprotection 2002 et au regard des aides obtenues.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°22 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

23. Autorisation d'exécution partielle des nouvelles dépenses d'investissement 2023 avant le vote du budget primitif 2023

Monsieur DUPOND expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 qui précise que dans le cas où le budget d'une Collectivité Territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la Collectivité Territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à l'échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissements, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption.

Suivant ces conditions, et notamment celles liées aux dépenses nouvelles d'investissement, le comptable est en droit de payer les mandats émis dans les limites ci-dessous :

Chapitre	Crédits Ouverts 2022	Autorisation de dépenses 2023
<i>20-Immobilisations incorporelles</i>	30 274 €	7 568 €
<i>21-Immobilisations corporelles</i>	345 332 €	86 333 €
<i>23-Travaux en cours</i>	353 186 €	88 296 €
<i>Total</i>	728 792 €	182 197 €

Il vous est demandé de bien vouloir approuver l'exécution partielle de nouvelles dépenses d'investissement avant le vote du budget 2023.

Cédric DUPOND :

C'est une délibération classique. On vous sollicite pour pouvoir faire des dépenses d'investissement dans le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent. 7 568 € sur les immobilisations incorporelles, 86 333 € pour les immobilisations corporelles, 88 296 € pour les travaux en cours soit un total de 182 197 €

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°23 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24. Attribution marché assurances

Monsieur DUPOND expose :

Marché prestation d'assurances pour la commune de Beaurains pour une durée de 2 ans.

Lot 1 : Assurance des véhicules à moteur – Assurances Auto Collaborateur

Lot 2 : Dommages aux biens

Lot 3 : Responsabilité civile – Indemnisation des accidents corporels

Lot 4 : Protection Juridique

Lot 5 : Garanties Statutaires

Ont répondu :

- PILLIOT 19 rue de saint Martin 62920 Aire sur la Lys Cedex pour le lot 1

- SMACL Assurances 141 avenue Salvador Allendé 79031 NIORT pour les lots 1 et 3
- GROUPAMA Nord Est 12 Boulevard Roederer 51721 REIMS pour les lots 1 et 2
- SARRE ET MOSELLE 17 avenue Raymond POINCARE 57400 SARREBOURG pour le lot 4
- SOFAXIS Route de Creton 18110 VASSELAY pour le lot 5
- 2C COURTAGE Résidence Théophile Gauthier 7 rue Georges Magnoac 65000 TARBES pour le lot 4

Suite à l'examen des offres en date du 5 décembre 2022, ont été retenus :

Lot 1 : Assurance des véhicules à moteur – Assurances Auto Collaborateur

- Flotte automobile : Groupama Nord Est pour un montant de 7 607,59 € TTC,
- Auto-Mission des collaborateurs : Groupama Nord Est pour un montant de 338,70 € TTC,

Lot 2 : Dommages aux biens

- GROUPAMA Nord Est pour un montant de 6 298,74 € HT soit 6 748,65 € TTC soit 0,42€/m² HT soit 0,45€/m² TTC,

Lot 3 : Responsabilité civile – Indemnisation des accidents corporels

- SMACL Assurances pour un montant de 3 919,42 € HT soit 4 272,18 € TTC révisables par application d'un taux HT de 0.155% au montant total annuel des salaires bruts au-delà de 2 528 649 Euros.

Lot 4 : Protection Juridique

- SARRE ET MOSELLE pour un montant de 330,75 € TTC.

Lot 5 : Garanties Statutaires

- SOFAXIS avec les taux suivants :
 - 0,25% de la masse salariale totale pour le décès soit 6 321.63 € TTC
 - 2,16% de la masse salariale totale pour les accidents de travail ou de service et la maladie professionnelle.

Cédric DUPOND :

On n'a pas eu beaucoup de réponses. Elles étaient dans un bon étiage. On a fait des économies sur les lots 1 à 4 plutôt que des dépenses supplémentaires. Ce n'était pas attendu.

Pierre ANSART :

C'est une bonne nouvelle. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°24 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

25. Acquisition d'un bien à l'euro symbolique – Parcelles AM170P1, AM171P1 et AM170P3 Friche TRINDEL

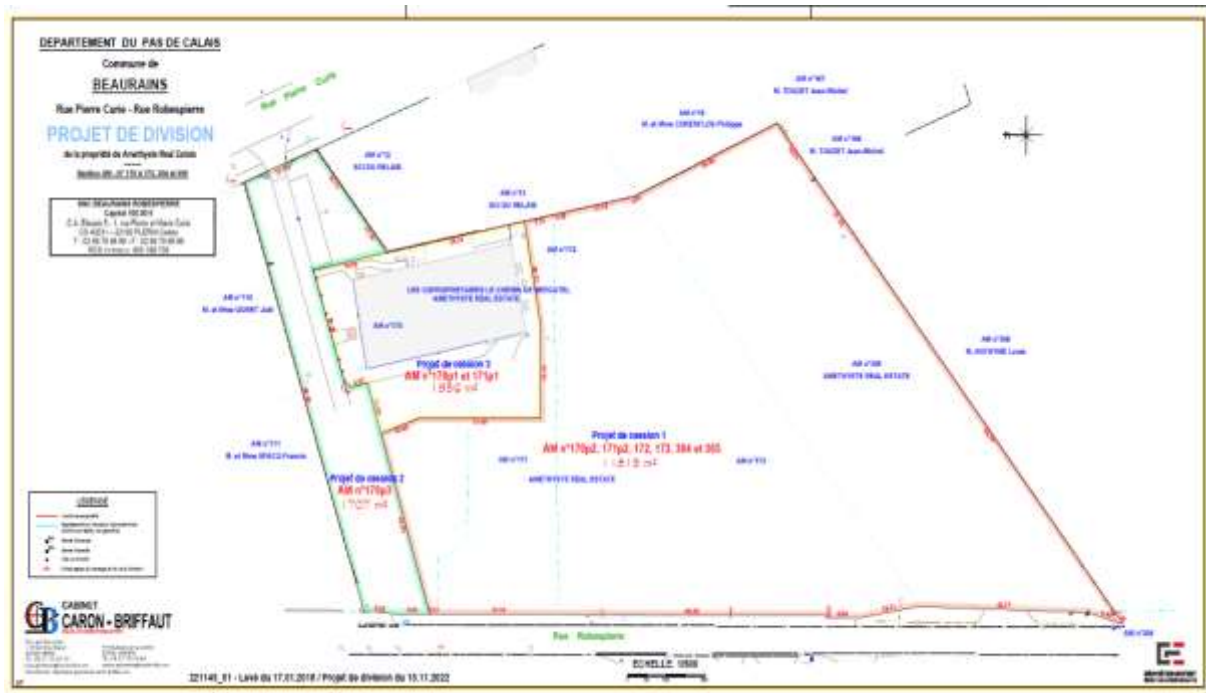
Monsieur DUPOND expose :

La société SCN BEAURAINS ROBESPIERRE va développer un projet immobilier sur la Friche « TRINDEL » situé entre la rue Pierre Curie et la rue Robespierre.

Dans le cadre de ce projet, la société SCN BEAURAINS ROBESPIERRE doit procéder à la démolition de bâtiments existants et a proposé à la commune d'acquérir à l'euro symbolique une partie de l'ensemble immobilier comprenant d'une part un immeuble à usage de bureaux d'environ 1721 m² sur trois niveaux sur la parcelle cadastrée AM170p1 et AM 171p1 pour 1956 m² et d'autre part par la parcelle cadastrée AM 170p3 d'une contenance de 1707 m² à usage de voirie. Tel que représenté en annexe. La parcelle à usage de voirie a vocation à être rétrocédée à la Communauté Urbaine d'Arras à l'issue de l'opération.

Je vous propose :

- D'autoriser l'acquisition à l'euro symbolique de cet ensemble immobilier cadastré AM170p1, AM171p1 et AM170p3 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.



Pierre ANSART :

Je précise que la parcelle à vocation de voirie va être rétrocédée à la CUA à l'issue de l'opération. Y a-t-il des questions ?

Emilie LANCE :

C'est la commune qui va supporter les frais de la remise en état.

Pierre ANSART :

Si on développe un projet sur ce bâtiment, il y aura la mise en conformité et les travaux nécessaires pour réorganiser les espaces à l'intérieur du bâtiment. Comme c'est à l'euro symbolique, il nous a semblé intéressant d'accepter cette proposition car quand on l'a visité il y a quelques temps il y avait un espace immense dans ce bâtiment. Cela peut être facilement aménagé. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°25 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Cédric DUPOND :

Je propose de faire de la 26 à la 34 et si vous avez une question sur l'une des délibérations et de faire un vote groupé.

Pierre ANSART :

Est-ce que tout le monde est d'accord sur la proposition de Monsieur DUPOND ? Oui.

26. Vérification périodique de sécurité des installations d'appareil de cuisson dans les différents bâtiments de la commune

Monsieur DUPOND expose :

Les installations d'appareil de cuisson des différents bâtiments (Centre Social Municipal, salle Jordan Dellacherie, Maison Coluche et de l'espace Georges BRASSENS) sont à contrôler périodiquement.

Cette prestation est composée comme suit :

Site	Quantité	Montant HT	Montant TTC
Centre Social municipal	1	60 €	72 €
Salle Jordan Dellacherie	1	60 €	72 €
Maison Coluche	1	60 €	72 €
Espace Brassens	1	110 €	132 €
Total		290 €	348 €

Je vous propose :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer les contrats de maintenance, avec la Société SOCOTEC, d'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023 tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°26 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

27. Vérification périodique des extincteurs pour une durée de 3 ans par la société FIREL

Monsieur DUPOND expose :

Nos locaux sont dotés d'extincteurs pour assurer la sécurité des biens et des personnes sous notre responsabilité. Ils sont à vérifier régulièrement.

Dans le cadre du contrat avec la société FIREL la vérification périodique des extincteurs sur l'ensemble des structures est répartie comme suit :

Site	Nombre d'extincteurs/ site	Tarif maintenance HT/site
Mairie	14	238 €
Services techniques	18	306 €
Complexe Bourbotte	4	72 €
Espace Jules Verne	7	126 €
Centre Social municipal	15	255 €
Salle des fêtes (Dellacherie)	6	102 €
Eglise	3	51 €
Maison Coluche	12	204 €
Centre Multisports	10	170 €
Ecole Jean Moulin	19	323 €
Ecole Maternelle Jean Haniquaut	4	68 €
Ecole Primaire Jean haniquaut	13	221 €
Structure démontable	8	136 €

Atelier citoyens	3	51 €
Salle Brassens	6	102 €
Total /an	142	2 425 € HT soit 17 € HT / extincteur / site

Je vous propose :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de maintenance, avec la société FIREL, d'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023, tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°27 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

28. Vérification périodique des installations électriques des bâtiments communaux pour une durée de 3 ans avec la société SOCOTEC

Monsieur DUPOND expose :

La vérification des installations électriques des différents bâtiments de la commune de Beaurains sont à contrôler périodiquement, dans le cadre du contrat.

Ils sont répartis comme suit :

Désignation	Quantité	Prix HT	Prix TTC
Ecole primaire et maternelle Jean Moulin	1	184 €	220,80 €
Ecole primaire et maternelle Jean Haniquaut	1	229 €	274,80 €
Centre Multisports	1	210 €	252,00 €
Salle des fêtes	1	87 €	104,40 €
Ateliers municipaux	1	196 €	235,20 €
Vestiaire stade François Bourbotte	1	96 €	115,20 €
Centre Social municipal	1	268 €	321,60 €
Maison des sociétés	1	210 €	252,00 €
Eglise	1	56 €	67,20 €
Mairie	1	342 €	410,40 €
Espace Jules Verne	1	109 €	130,80 €
Restauration scolaire Brassens	1	342 €	410,40 €
Atelier citoyen	1	96 €	115,20 €
Total		2 425 €	2 910 €

Je vous propose :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat, avec la Société SOCOTEC, d'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023 tel communiqué en annexe.

- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°28 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

29. Vérification périodique des installations gaz – Centre Social Municipal et Maison Coluche pour une durée de 3 ans avec la société SOCOTEC

Monsieur DUPOND expose :

Les installations de gaz pour le Centre Social Municipal et la Maison Coluche sont à contrôler périodiquement dans les ERP vérification périodique dans le cadre d'un abonnement pour les structures suivantes :

- Centre Social Municipal - 1 cuisine : HT de 80 € soit TTC 96 € ;
- Maison Coluche – 1 cuisine : HT de 80 € soit TTC 96 €.

Pour un montant total HT de 160 € soit TTC 192 €.

Je vous propose :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat, avec la Société SOCOTEC, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023, tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°29 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

30. Contrat de maintenance OTIS – Ascenseur

Monsieur DUPOND expose :

Je vous propose de bien vouloir confier le contrat de maintenance de l'ascenseur à la société « OTIS » pour une durée de 3 ans.

Le montant annuel de cette prestation est fixée à 1 769,20 € HT soit 2 123,04 € TTC

Le contrat proposé sera valable 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Le prix est ferme et non révisable pour les trois années de contrat.

Je vous propose de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat d'entretien de l'ascenseur tel communiqué en annexe.
- Prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°30 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

31. Service de maintenance connecté complément du contrat maintenance OTIS – Ascenseur

Monsieur DUPOND expose :

Suite à la fin des abonnements téléphoniques fixes (cuivre/RTC), nous sommes dans l'obligation de changer le mode de communication de la téléalarme de l'ascenseur pour la passer en mode GSM.

Je vous propose de bien vouloir souscrire, en complément du contrat de maintenance, un service de maintenance connecté par la société « OTIS »

Cette prestation est fixée par une redevance mensuelle de 10,90€ HT soit 13,08€ TTC.

Le service de maintenance connectée est résiliable à tout moment moyennant un préavis de 1 mois.

Le contrat proposé sera valable 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Le prix est ferme et non révisable pour les trois années de contrat.

Je vous propose de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat d'entretien de l'ascenseur tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°31 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

32. Contrat de maintenance du désenfumage – Jules Verne et Centre multisports

Monsieur DUPOND expose :

Je vous propose de bien vouloir confier le contrat de maintenance du désenfumage pour les sites Jules Verne et Centre multisports à la société FIREL, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

Cette prestation est composée comme suit :

Site	Catégorie	Quantité	Maintenance HT Unitaire	Total HT
Salle Multisports	Tirer lacher	5	35 €	175 €
Salle Multisports	CO ²	2	75 €	150 €
Jules Verne	Tirer lacher	1	35 €	35 €
Jules Verne	CO ²	1	75 €	75 €
Total		9	220 €	435 €

Je vous propose de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat d'entretien de l'ascenseur tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°32 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

33. Contrôle des installations sportives en hauteur pour une durée de 3 ans avec la société SOLEUS

Monsieur DUPOND expose :

Je vous propose de bien vouloir confier le contrôle des installations sportives en hauteur à la société « SOLEUS » pour une durée de 3 ans.

Cette prestation moyennant une redevance annuelle est décomposée comme suit :

ANNEES 2023-2025 :

- Contrôle du système de relevage + câblerie + antichute (BBRC complet) pour une paire de panneau de basketball relevable en charpente.

Pour un montant total de 700,00 € HT (840,40 € TTC)

ANNEE 2024 :

- Contrôle de niveau 1 pour une paire d'antichute de charge de rappel automatique.

Pour un montant total de 550,00 € HT (660,00 € TTC)

Le contrat ainsi proposé sera valable 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Les prix sont fermes et non révisables pour les trois années de contrat.

Je vous propose de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de contrôle des installations sportives en hauteur tel communiqué en annexe.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

RAPPORT N°33 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

34. Vérification périodique – Paratonnerre de l'église

Monsieur DUPOND expose :

Depuis l'arrêté du 4 octobre 2010, il est obligatoire pour les I.C.P.E (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) l'installation d'un système de protection contre la foudre pour les édifices de hauteurs.

Je vous propose :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat, avec la Société SOCOTEC, soit un total de 140 € HT soit 168 € TTC, pour la maintenance du paratonnerre de l'église (clocher et nef) pour la protection contre la foudre.
- De prévoir la dépense aux budget 2023 et suivants.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Michel EVRARD :

Par rapport à l'église, est-ce qu'il y a des travaux envisagés car j'ai cru comprendre qu'il y a parfois des infiltrations au niveau des gouttières et des problèmes au niveau de la chaudière. Est-ce qu'il y a des travaux prévus ?

Pierre ANSART :

Les travaux seront entrepris car c'est un bien communal mais pas dans l'immédiat. La situation n'est pas catastrophique mais il faut être vigilant. On avait déjà fait une intervention concernant les évacuations. Pour la chaudière, on a un contrat de maintenance.

Reynald SIMON :

Est-ce qu'il y a des réflexions sur le chauffage car dans certaines églises d'Arras notamment à St Sauveur, ils ont décidé que pendant les cérémonies cela ne seraient plus chauffées. Ils ont invité les paroissiens à venir doublement équipés.

Pierre ANSART :

Nous n'avons pas donné de consigne spécifique. On demande à veiller pour éviter le gaspillage. On va suivre les consommations mais on n'a pas pris de décision. Il faut quand même s'attendre vu l'annonce des augmentations des tarifs des combustibles énergétiques à avoir une vigilance accrue et des restrictions sur le nombre d'heure de chauffage. Vous voyez que la salle du conseil municipal est bien chauffée. On signale qu'il y a un conseil municipal et en fonction des activités dans tous les bâtiments selon le planning d'occupation le chauffage a été prolongé. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°34 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

35. Adhésion au groupement de commande pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés

Monsieur DUPOND expose :

Vu la directive européenne 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel ;

Vu le Code de l'énergie, notamment ses articles L.441-1, L.441-5 et L.445-4 ;

Vu les dispositions du Code de la commande publique concernant les groupements de commandes figurant aux articles L.2113-6 et suivants ;

Vu l'article L.1414- Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux groupements de commandes ;

Vu la délibération de la FDE 62 en date du Conseil d'Administration du 27 mars 2021.

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la ville de Beaurains d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés pour ses besoins propres,

Considérant qu'en égard à son expérience, le FDE 62 entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents,

Je vous propose :

Article 1 – d'approuver l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés en matière d'efficacité énergétique coordonné par la FDE 62 en application de sa délibération du 27 mars 2021 et décide d'adhérer au groupement.

Article 2 – d'acter que la participation financière de la ville de Beaurains est fixée et révisée conformément à l'article 7 de l'acte constitutif.

Article 3 – d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération, notamment à signer le formulaire d'adhésion au groupement de commandes.

Annexe

Formulaire d'adhésion

Au groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et des services associés dont le coordonnateur est la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais.

Vu le texte de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de GAZ NATUREL, de fournitures et de services associés ;

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 14 décembre 2022 portant décision de la ville de Beaurains d'adhérer au groupement de commandes ;

La ville de Beaurains adhère au groupement de commandes pour l'achat de GAZ NATUREL, de fournitures et de services associés.

Pierre ANSART
Maire,
Vice-président de la CUA

Cédric DUPOND :

Justement on parlait d'énergie, on vous propose d'adhérer au groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés mis en place par la fédération départementale de l'énergie. On espère que pour le gaz dans le cadre du groupement de commande, on arrivera à amortir les grosses augmentations que l'on a subies ces dernières années. Vous avez le formulaire d'adhésion.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°35 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

QD 1 : Subvention de solidarité à la commune de Bihucourt dévastée par une tornade

Monsieur ANSART expose :

Le 23 octobre 2022, en début de soirée, plusieurs communes du Sud-Arrageois, ont été frappées par une tornade d'une extrême violence. La commune de Bihucourt a été particulièrement touchée. Il est dénombré une centaine d'habitations touchées, dont certaines sont aujourd'hui inhabitables. Par chance aucune victime n'est à déplorer, plusieurs centaines d'habitants ont dû être relogés. Les habitations rasées, toitures arrachées, arbres et poteaux électriques déracinés, voitures détruites

L'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalités du Pas-de-Calais, en lien avec la Protection Civile du Pas-de-Calais, ont initié une collecte de fonds pour venir en aide aux communes et habitants sinistrés.

Les fonds collectés permettront de financer l'action de la Protection Civile ainsi que les besoins des habitants sinistrés dont l'inventaire est toujours en cours.

Je vous propose que la commune de Beaurains vienne en aide financièrement à la commune de Bihucourt, et ses habitants sinistrés et vous propose de verser la somme de 1 000 € par le biais de l'AMF 62 (Association des Maires de France).

Je vous propose :

- D'approuver le versement d'une aide financière de 1000 € à la commune de Bihucourt et ses sinistrés suite à la tornade du 23 octobre par l'intermédiaire de l'AMF 62,

- De m'autoriser à signer toute pièce utile à cet effet,

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune de l'exercice 2022.

Pierre ANSART :

Il s'agit d'une subvention de solidarité à la commune de Bihucourt dévastée par une tornade. On ne va pas revenir sur les circonstances et sur les dégâts que vous avez vus dans la presse. On sait que la situation n'est pas encore rétablie. Cela sera très long au niveau de la reconstruction. Les communes se sont organisées dans le cadre de l'AMF pour verser une subvention à l'AMF. Je vous remercie de cet élan de solidarité. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT QD1 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

La séance est levée à 19h58.